



LFI souhaite-t-elle une intifada en France ?

## Description

Il existe une différence fondamentale entre la colère et l'insurrection, entre les revendications et les violences.

Une démocratie doit entendre les premières. Elle doit combattre les secondes.

Depuis plusieurs jours, des lycéens manifestent dans de nombreuses villes françaises. Certaines de leurs revendications méritent naturellement d'être entendues : manque de professeurs, établissements dégradés, classes surchargées, inquiétude devant leur avenir. Une République digne de ce nom ne peut demander à sa jeunesse de croire en elle si elle ne lui donne pas les moyens d'apprendre.

Mais lorsque des individus cagoulés incendient des poubelles, tirent des mortiers, dégradent des établissements scolaires, affrontent les forces de l'ordre ou agressent des personnels éducatifs, nous ne sommes plus dans un débat sur l'école.

Nous sommes ailleurs.

Ces derniers jours, plusieurs centaines d'interpellations ont été effectuées, des personnels de l'Éducation nationale ont été blessés et des établissements ont subi incendies et dégradations. À Lyon, Paris, Lille et ailleurs, certains rassemblements ont clairement basculé dans l'ultra-violence urbaine.

**Brûler une école n'est jamais défendre l'école.** Et frapper celui qui enseigne n'a jamais constitué une revendication lycéenne. C'est précisément là que la responsabilité politique commence.

La France insoumise apporte un soutien appuyé au mouvement. Jean-Luc Mélenchon appelle ses militants à se mobiliser devant les lycées ; certains élus dénoncent avant tout la répression policière. Le maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, a même estimé que la violence pouvait, « à un moment donné », être légitime, tout en ajoutant qu'il fallait l'éviter autant que possible. Pourtant, quand quelques jeunes tentent de lyncher un proviseur ou un policier, qu'ils crient en mettant une policière au sol, « tuez-la », les hommes politiques d'extrême gauche qui scandent « la police tue » devraient avoir honte. Ce sont ces quelques jeunes, chauffés à blanc par un discours violent qui cherchent à tuer !

Pris isolément, une partie des propos des leaders de l'extrême gauche peuvent être expliqués, nuancés, contextualisés. Par contre, quand certains leaders Lfistes évoquent un « arrière-goût raciste » du gouvernement envers les jeunes des banlieues, rien ne justifie ces outrances, sauf la volonté de faire déraiper le mouvement lycéen. La politique est aussi affaire de mémoire. En octobre 2024, Ritchy Thibault, alors collaborateur parlementaire de la députée LFI Ersilia Soudais, déclarait lors d'une manifestation : « **Le seul chemin dans les rues de Paris, c'est l'intifada.** » Il fut ensuite interdit d'accès au Palais-Bourbon.

Le mot devrait nous arrêter.

Une intifada n'est pas une manifestation plus énergique qu'une autre. Dans notre imaginaire contemporain, elle renvoie au soulèvement, à l'affrontement, et aussi à une histoire ensanglantée, à une tentative de prise de pouvoir, par la violence et la terreur, et pas par le débat.

Importer ce vocabulaire dans les rues françaises est donc tout sauf innocent. En tentant d'instrumentaliser ces soulèvements urbains, LFI cherche-t-elle à préparer d'autres soulèvements violents autour des prochaines élections ? LFI cherche-t-elle à créer les conditions d'une intifada à la française pour prendre le pouvoir par la rue, car elle sait qu'elle ne peut gagner les élections ?

La question n'est pas de prétendre que LFI aurait donné l'ordre de brûler des poubelles ou d'attaquer des lycées. Rien ne permet de l'affirmer.

La question est plus profonde : **que produit une politique qui transforme systématiquement la colère en légitimité révolutionnaire et en violence légitime ?**

À force d'expliquer que la police réprime, que les institutions oppriment, que la désobéissance libère et que certaines violences peuvent se justifier, on finit par dessiner une société où la rue ne conteste plus la règle commune : elle prétend s'y substituer.

C'est là que notre conception républicaine s'oppose radicalement à celle-ci. La République n'interdit pas la révolte des consciences. Elle l'organise par le vote, la parole, le syndicalisme, la manifestation, le débat. Elle transforme la colère en politique précisément pour éviter qu'elle ne devienne violence.

**L'intifada c'est l'inverse de la République.**

Notre jeunesse mérite mieux que ceux qui rêvent de faire de sa colère un carburant électoral. Elle mérite qu'on l'écoute, qu'on lui réponde, qu'on reconstruise son école et qu'on lui rende confiance dans son avenir.

Mais elle mérite aussi qu'on lui dise une chose simple : **on ne construit pas demain en incendiant ce qui doit nous permettre de le préparer.**

Et ceux qui aspirent à gouverner la France devraient choisir clairement leur camp.

Celui de la République. Jamais celui du soulèvement sanglant et de l'intifada.

**Patrick Pilcer**

**Categorie**

1. Édito

**date créée**

6 octobre 2026